

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 219

Artikel: Tout était-il vraiment possible en France?
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1027572>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Neutralität: dix ans

L'œil de Berne est sur la Romandie.

Le quotidien « Der Bund » vient de désigner un rédacteur pour la Suisse romande en la personne de son ancien correspondant de Bienne, Robert Stähli, qui vient de terminer ses études universitaires.

« AZ », pour sa part, a une nouvelle rédactrice pour les affaires fédérales, M^{lle} Monique Buri. Elle s'occupera aussi de suivre les événements en Suisse romande et a déjà commencé la publication d'une revue périodique de la presse romande.

Malgré l'establishment

Dans « TW » (Berne), du 9 mars, l'éditeur de la revue mensuelle « Neutralität », une interview de Paul Ignaz Vogel à l'occasion du dixième anniversaire de la parution de ce périodique de gauche. Revue très mal vue de l'establishment au début de sa parution, « Neutralität » a tenu et a conquis suffisamment d'abonnés pour vivre modestement.

P. I. Vogel, qui a adhéré au Parti socialiste suisse en 1970, fait remarquer que le PSS est bien meilleur que la réputation que lui font la bourgeoisie et les pseudo gens de gauche qui cherchent par tous les moyens à minimiser ses mérites.

L'artiste au service du public

Depuis un certain temps, la « National Zeitung » (Bâle) publie chaque semaine un dessin d'un artiste connu, sous le titre « Press-art ». Les abonnés peuvent faire signer la feuille, ce qui lui donne de la valeur. Le 10 mars, l'artiste Gfeller-Corthésy a laissé la page à sa disposition en blanc. Il s'engage à signer, comme si c'était son œuvre, tout texte, rédigé par un lecteur, correspondant à son point de vue, et protestant contre la manière dont les Américains ont conduit la guerre au Vietnam.

Signe des temps, l'hebdomadaire des programmes télévisés « Tele » mentionne dorénavant les émissions en noir et blanc, car elles sont plus rares que les émissions en couleur.

Porno helvétique

Dans son numéro de janvier-février, consacré au cinéma suisse, la revue « Travelling » donne, sous la plume d'Etienne Dumont, des informations sur le film suisse « Les stewardesses », une production érotique financée à peu de frais et qui a tellement rapporté en Suisse alémanique que l'argent qu'elle a coûté a été récupéré par les recettes de la seule ville de Zürich. Le film a obtenu et obtient aussi un grand succès dans divers pays, dont le Canada et les Etats-Unis.

La maison productrice n'en est d'ailleurs pas à son premier film. A-t-elle ainsi découvert le moyen de pallier les insuffisances des subventions helvétiques au septième art ?

Tout était-il vraiment possible en France ?

« Ici le communisme marxiste et les alliés qu'il s'est assurés ; là, tous les autres. D'un côté, une société qui ignore ou qui supprime les libertés individuelles, la liberté politique, le droit de propriété, et qui soumet la vie de chacun à l'autorité d'un parti et d'une administration totalitaires. De l'autre, une société libre, avec ses imperfections et ses injustices, certes, comment le nier, mais qui respecte les droits de l'individu, qui permet à chacun de se servir comme il l'entend, pour lui-même et pour ses enfants, de ce qu'il a acquis, de diriger et de rester maître de sa vie et de son destin autant que faire se peut. » Tout était-il joué avant ces mots de Pompidou ?

La France de la V^e République ne connaît pas la représentation proportionnelle. Pourtant les dernières élections législatives ont encore une fois

RFA : LES ECRIVAINS ENTRENT AU SYNDICAT DES OUVRIERS IMPRIMEURS

L'événement culturel du siècle

« L'événement culturel du siècle » : c'est par ces mots que la grande presse allemande a salué, à la fin du mois de janvier, la mue de l'Association des écrivains allemands (VS), née il y a trois ans de la fusion de douze groupements d'écrivains autonomes.

Si la formule paraît emphatique, il n'en reste pas moins que la décision des écrivains allemands, lors de ce deuxième congrès annuel d'Hambourg, ne manquera pas d'impressionner les intellectuels européens (et pourquoi pas... les Suisses) : désormais, leur association sera

intégrée au syndicat industriel des imprimeurs et papetiers.

C'est Heinrich Böll qui, en juin 1969, avait levé le lièvre : « Il nous arrive de nous montrer intelligents, mais nous nous comportons comme des débiles lorsqu'il s'agit de représenter nos intérêts dans une société gouvernée uniquement par le profit ». Depuis lors, la direction de l'association s'était lancée dans de multiples contacts avec les milieux syndicaux pour choisir finalement de lier le sort des 3000 membres de l'organisation des écrivains allemands à celui des 150 000 ouvriers metteurs et imprimeurs de RFA.

Une alliance qui promet d'être mouvementée : alors que les écrivains bénéficient déjà d'un statut privilégié (« les membres du VS sont absolument libres dans l'exercice de leur profession » — « Ce que vous produisez et la manière dont vous le produisez ne regarde que

fait la preuve de sa stabilité électorale. Et comme chaque fois, y compris en juin 1968, les sièges des députés ont été gagnés ou perdus au second tour de scrutin souvent à quelques centaines de voix. La Chambre introuvable de 1968 restera donc un accident. Les gaullistes et la gauche ont retrouvé à peu près leur place de 1967 dans un système bi-polaire vers quoi a tendu l'effort du régime gaulliste depuis son avènement.

S'il y a dans les résultats des 4 et 11 mars 1973 un élément de surprise, on le trouvera dans l'échec des radicaux de la tendance de Jean-Jacques Servan-Schreiber. On a pu en effet quelquefois penser qu'il y avait encore entre les gaullistes et la gauche, quelque chose de ce qui avait été avant la Deuxième Guerre mondiale le parti radical et radical-socialiste. Mais c'était oublier que ce parti des classes moyennes n'avait été sous ses chefs historiques comme Herriot et Daladier qu'un rassemblement conservateur petit-bourgeois. Sous la V^e République, ce rassemblement

se retrouve en partie à l'UDR, en partie chez les réformateurs de droite, dont les chefs de file s'appelaient hier Duhamel, aujourd'hui Lecanuet. Seul un funambule de la taille de Jean-Jacques Servan-Schreiber pouvait imaginer attirer à lui, sur un programme de réformes technocratiques, un électorat de ce genre, éperdu de conservatisme. C'est pourquoi il n'y a pas, il ne pouvait y avoir, dans l'Union de la gauche, de contrepoids radical analogue à celui qu'avait connu le Front populaire en 1936. Plus que jamais l'évolution de la société tend à diviser les classes moyennes sur des objectifs à court terme et à les attirer en un mouvement d'ailleurs dialectique qui vers la droite, qui vers la gauche.

En faisant appliquer à la lettre les accords passés par l'Union de la gauche pour le second tour, les communistes ont tracé la limite de leur engagement et rappelé qu'en tout état de cause, le parti continuait de passer avant la victoire de l'Union de la gauche. Le désistement automatique en

faveur du candidat de gauche le mieux placé a assuré en effet quelques sièges de plus à l'UDR, dans la mesure où en certains cas le socialiste arrivé au premier tour derrière le communiste aurait pu l'emporter, mais non le communiste, au second tour, contre le candidat de la majorité sortante.

Telle est la réalité du PCF, et non l'obéissance à Moscou ou l'idéologie totalitaire, par quoi ses adversaires de droite ont cherché à le calomnier. On est loin non seulement du retour à la vieille maison, dont certains croyaient pouvoir déjà parler, mais même d'une coalition décidée à tout pour l'emporter.

Il est en effet certain que le programme commun a créé une dynamique de gauche qui a largement profité au parti socialiste. Certes ce dernier demeure encore trop un état-major et il est loin d'avoir rompu avec toutes les compromissions centristes d'un passé encore récent. Mais à l'issue d'une campagne qui n'a été animée que par le programme commun et les meetings de la gauche, il retrouve un électorat élargi et surtout renouvelé partiellement. Pour la première fois depuis la Libération la carte électorale de la France socialiste se diversifie, le parti mord profondément dans de nouvelles catégories socio-professionnelles.

Il n'y a dans le programme commun rien que des sociaux-démocrates ne puissent proposer, rien qu'un gouvernement socialiste de gauche ne puisse réaliser, sans révolution, dans des pays de démocratie avancée comme la Suède ou la Grande-Bretagne par exemple. Ce programme — malgré ses insuffisances et ses ambiguïtés — pourtant a réussi une réelle mobilisation des forces de gauche, au-delà de toutes les arrière-pensées et les calculs tactiques, bien au-delà de ce qu'avait réussi à obtenir le programme du rassemblement populaire en 1935. Toutes proportions gardées, (le parti communiste représente moins de 5 % du corps électoral helvétique) puisque les circonstances ne sont pas les mêmes, il y a là pour le socialisme suisse plus d'un objet de méditation.

vous », leur avait promis le chef du syndicat des imprimeurs et papetiers lors des discussions préliminaires), ils demandent en outre de ne pouvoir être critiqués par le syndicat, si besoin est, qu'après autorisation des dirigeants du VS. Ce pas en avant, si décisif qu'il soit dans l'évolution de leur profession, n'aura « coûté » aux nouveaux syndiqués qu'une petite scission d'une cinquantaine de membres groupés au sein d'une « association des écrivains allemands libres », et qui voient dans la nouvelle orientation une atteinte à leurs opinions conservatrices.

Il faut noter enfin que cette affiliation n'est, dans la pensée de ses défenseurs les plus avancés, qu'une étape dans le programme politique des littérateurs d'outre-Rhin. Le prochain objectif : constituer un vaste syndicat, qu'englobera celui des imprimeurs, pour lutter contre la puissance croissante de l'industrie de la cul-

ture. Le pacte signé avec les imprimeurs ne doit être que l'amorce de la création d'un « syndicat des médias qui sera créé en commun avec d'autres organisations ».

La « Süddeutsche Zeitung » résume en ces mots les perspectives qui s'ouvrent à la nouvelle section syndicale : « Le comité directeur de l'association des écrivains pense à réunir tous les « ouvriers de la culture » qui se bercent encore d'illusions quand ils croient aujourd'hui exercer une profession libérale; les écrivains, les journalistes, les acteurs, les metteurs en scène, les sculpteurs, les peintres, les danseurs, les musiciens organisés (pas toujours) en syndicats ou en associations professionnelles diverses devraient constituer une « contre-puissance » efficace, selon les dirigeants du VS dont la conviction, partagée par l'association, est que les intellectuels ne peuvent rien sans les travailleurs manuels. »